

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 17/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LESBATS SCIERIES D AQUITAINE

Rue du Pignada
40465 Pontonx-Sur-L'adour

Références : -
Code AIOT : 0100007616

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2026 dans l'établissement LESBATS SCIERIES D AQUITAINE implanté Rue du Pignada 40465 Pontonx-sur-l'Adour. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à une plainte pour bruit visant l'établissement Lesbats, reçue le 13 janvier 2026, l'inspection des installations classées a effectué une visite de contrôle sur site le 3 février 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LESBATS SCIERIES D AQUITAINE
- Rue du Pignada 40465 Pontonx-sur-l'Adour

- Code AIOT : 0100007616
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LESBATS SCIERIES D'AQUITAINE exploite sur la commune de Pontonx sur l'Adour une scierie soumise à déclaration. Le site de Pontonx est répertorié sous les rubriques ICPE n° 1532 (stockage du bois) et 2410 (travail du bois).

Contexte de l'inspection :

- Plainte

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Classement des installations classées pour la protection de l'environnement	Code de l'environnement du 05/02/2026	Mise en demeure, dépôt de dossier	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Valeurs limites de bruit	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 8.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les premières études acoustiques ont révélé que l'émergence en ZER A dépassait les valeurs prescrites pour le broyat et les copeaux de bois. L'exploitant a alors réalisé des travaux d'insonorisation des moteurs et de mise en place de silencieux, permettant une diminution significative des niveaux sonores. Une deuxième étude a confirmé l'amélioration des émissions sonores issues de l'atelier de production de copeaux de bois, nécessitant toutefois des travaux supplémentaires de calorifugeage et d'insonorisation des gaines. La troisième étude, effectuée après ces travaux, a montré que les niveaux d'émergence étaient désormais conformes pour toutes les matières utilisées. Afin de confirmer ces résultats, une nouvelle étude acoustique sera réalisée par un bureau indépendant dans un délai de trois mois.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de régulariser son activité de travail du bois, soumise à la rubrique n°2410 conformément aux puissances des machines vues sur site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement des installations classées pour la protection de l'environnement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 05/02/2026
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques
Prescription contrôlée : Ateliers ou l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3610. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 250 kW. (E) 2. Supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 250 kW (D) (E) : Régime de l'enregistrement (D) : Régime de la déclaration
Constats : Le jour de la visite d'inspection l'exploitant a transmis le tableau des puissances des machines utilisées sur site: - raboteuse: 138 KW, - raboteuse : 68 kW, - tenonneuse : 11 KW, - tenonneuse : 15 KW, - empileuse: 7 KW, - empileuse : 7KW. Soit la puissance totale du site déclaré est de 246 KW d'après les fiches techniques des appareils. Toutefois le jour de la visite d'inspection la puissance indiquée sur la plaque d'une des tononneuses n'était pas cohérente avec la valeur retenue dans la fiche technique de l'appareil. La plaque de la tononneuse indiquait une puissance de 47 KW. Ainsi l'exploitant a transmis par courriel du 11 février 2026, le tableau des installations de travail du bois mis à jour: - raboteuse : 138 KW, - raboteuse : 68 kW, - tenonneuse : 48 KW, - tenonneuse : 48 KW, - empileuse: 7 KW, - empileuse : 7KW. Soit une puissance totale du site réelle de 316 KW. Par ailleurs, l'exploitant a transmis le contrat électrique de l'établissement de Pontonx-sur-l'Adour, qui fait apparaître que la puissance souscrite est de 322 kW.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de déposer un dossier d'enregistrement relatif à la rubrique 2410, conformément au tableau de classement mis à jour le 11 février 2026, et en considération de la puissance du contrat électrique souscrit jusqu'en décembre 2027, à savoir soit:

- déclarer ses activités de stockage et de travail du bois auprès de l'autorité administrative compétente, conformément aux articles R. 512-46-1 et suivants du Code de l'environnement ;

ou

- respecter le régime de la déclaration pour la rubrique n°2410, en transmettant un dossier de mise en conformité justifiant que le cumul de la puissance des machines pouvant techniquement fonctionner simultanément ne dépasse pas 250 kW, en empêchant leur fonctionnement simultané par tout moyen approprié, notamment :

-dispositifs empêchant l'actionnement ou l'utilisation simultanée des machines (shunt ou impossibilité matérielle) ;

-limitation de la puissance délivrée par le compteur électrique ;

-absence de sources d'énergie autonomes permettant un fonctionnement parallèle des machines.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Valeurs limites de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 8.1

Thème(s) : Risques chroniques, Niveau acoustique

Prescription contrôlée :**a) Cas général**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT DANS les zones à émergence règlementée (incluant le bruit de l'installation)	EMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	EMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)

Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
----------------------	---------	---------

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

Lorsque plusieurs installations classées, soumises à déclaration au titre de rubriques différentes, sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ces installations devra respecter les valeurs limites ci-dessus.

Constats :

L'exploitant a fait réaliser des études des niveaux acoustiques du site en 2024. Ce rapport a permis de constater que l'émergence au niveau de la ZER au point A était non conforme à la prescription susvisée pour les différents types de matières utilisés à l'aspiration :

- Émergence 1 (broyat) : 10,5 dB(A) ;
- Émergence 2 (copeaux de bois) : 9,5 dB(A).

De ce fait, l'exploitant a identifié le niveau acoustique de chaque appareil afin de définir les travaux nécessaires à la mise en conformité du site. Les travaux suivants ont été réalisés en 2025:

- Insonorisation des blocs moteurs ;
- Mise en place d'un silencieux.

Une deuxième étude acoustique a été réalisée le 27 mai 2025 afin de vérifier la conformité des niveaux d'émergence du bruit à la suite de la mise en œuvre des travaux. Ce rapport, en date du 8 juillet 2025, fait apparaître que les travaux réalisés ont permis de diminuer les valeurs d'émergence et de rendre conforme l'émergence en ZER A lors de l'utilisation de copeaux de bois (émergence 2) :

- Émergence 1 (broyat) : 6,5 dB(A) ;
- Émergence 2 (copeaux de bois) : 5 dB(A).

L'exploitant a donc réalisé les travaux supplémentaires suivants :

- Calorifugeage ;
- Insonorisation des gaines de circulation de matière.

A la suite des seconds travaux réalisés, une troisième étude acoustique a été effectuée le 7 octobre 2025. Le rapport, en date du 20 octobre 2025, fait apparaître que l'émergence en ZER A est conforme aux valeurs admissibles de la prescription susvisée lors de l'utilisation des différentes matières (broyat et copeaux de bois) :

- Émergence 1 : 5 dB(A) ;
- Émergence 2 : 1 dB(A).

- Émergence 2 : 1 dB(A).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin de confirmer les résultats obtenus lors de la dernière étude acoustique réalisée le 7 octobre 2025, l'exploitant fait réaliser, dans un délai de trois mois à compter de la réception du présent rapport, une nouvelle étude acoustique par un bureau d'études différent de ceux ayant rédigé les rapports mentionnés dans le constat ci-dessus.

Ces mesures devront être réalisées conformément à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

L'exploitant procède à ces mesures dans des conditions normales d'exploitation de l'installation.

Type de suites proposées : Sans suite